



La protection sociale comme outil de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Panier alimentaire contenant des aliments nutritifs pour les femmes enceintes, Cambodge

Expériences issues de la mise en œuvre du programme mondial Sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience

Les mesures de protection sociale remplissent plusieurs fonctions importantes. Elles aident notamment à prémunir les bénéficiaires contre la pauvreté et les préjudices sociaux ou à réduire ces derniers (protection), à prévenir le risque de tomber dans la pauvreté ou les préjudices sociaux (prévention), à promouvoir les revenus ou encore à améliorer les moyens de subsistance. En outre, elles contribuent de manière non négligeable à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment dans les contextes de crise.

Dans le cadre de son activité, le programme mondial Sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience qui, à l'origine, réunissait douze composantes pays, met en œuvre différentes mesures de protection sociale afin d'améliorer durablement la situation nutritionnelle et la résilience des personnes vulnérables face aux crises alimentaires, notamment des femmes en âge de procréer et des jeunes enfants. C'est pourquoi les mesures primaires de sécurité alimentaire ont été complétées par des activités spécifiques au contexte mises en œuvre dans le domaine de la protection sociale.



Transfert monétaire investi dans des chèvres, Malawi

Aperçu des outils de protection sociale contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle



PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE PAR LE BIAIS DE TRANSFERTS

Outils de protection sociale

- › Transferts monétaires
- › Transferts alimentaires, y compris alimentation scolaire
- › Systèmes d'assurance sociale
- › Systèmes de micro-assurance
- › Offre de services sociaux



... PAR LE BIAIS DE L'ACCÈS À L'EMPLOI

Outils de protection sociale

- › Programmes cash ou nourriture contre travail



... PAR LE BIAIS DU RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION

Outils de protection sociale

- › Subventions aux intrants (engrais, semences, carburant)
- › Transfert de moyens de production
- › Assurance agricole et météorologique



... PAR LE BIAIS DU COMMERCE / DE L'ACCÈS AU MARCHÉ

Outils de protection sociale

- › Subventions alimentaires
- › Stabilisation des prix
- › Réserves alimentaires nationales

Des enquêtes visant à évaluer la situation alimentaire des femmes et des jeunes enfants ont été menées régulièrement auprès des ménages vivant dans les régions d'intervention du projet dans les pays partenaires. Elles ont montré que **la mise en œuvre de mesures d'accompagnement dans le domaine de la protection sociale peut accroître l'efficacité des initiatives du programme mondial**. Même au sein du groupe cible des personnes en situation d'insécurité alimentaire, tous les ménages ne disposent pas des mêmes ressources (p. ex. accès à la terre). Il s'est avéré que les mesures du programme visant à améliorer l'alimentation profitaient moins aux ménages les plus pauvres du groupe cible, mais que des programmes de protection sociale pouvaient permettre de réparer cette inégalité. C'est pourquoi, à l'avenir, le nexus sécurité sociale-sécurité alimentaire et nutritionnelle devrait systématiquement être pris en compte lors des décisions portant sur le portefeuille et au moment de la conception des projets.

Les transferts monétaires peuvent éviter que les personnes en situation d'urgence n'aient recours à des stratégies d'adaptation négatives – p. ex. la vente de biens de production agricole, la réduction (de la qualité) des repas – ou permettre à leurs bénéficiaires de réaliser de petits investissements importants ouvrant des perspectives sur le long terme. La composante Malawi a mis en œuvre ces mesures de réponse aux crises à plusieurs reprises : en 2018, les ménages vulnérables ont été soutenus pendant trois mois via des transferts d'argent associés à des mesures de sensibilisation à une alimentation saine.

En 2022, les ménages vulnérables de la zone du projet ont bénéficié d'un transfert monétaire unique, d'un montant important équivalent à 350 USD, destiné à atténuer les répercussions de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine (notamment l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles). Cette mesure a en outre été accompagnée de conseils sur l'agriculture résiliente

Adapté de GIZ (2017), p. 15.



Jardins communautaires nutritifs dans le cadre du programme pour l'emploi MGNREGA, Inde

au changement climatique. À cette fin, une collaboration avec l'organisation spécialisée *GiveDirectly* a été mise en place.

Jusqu'à présent, les ménages de quatre composantes pays ont bénéficié de **transferts alimentaires** en réponse aux crises. En Inde, par exemple, des rations dites « Nutri-Mix » pour jeunes enfants, composées de millet,

de lentilles, de maïs et de soja locaux, ont été distribuées aux familles contraintes de quitter leur domicile suite à la crise du COVID. De même, au Cambodge, dans le cadre des mesures spéciales COVID, des paniers repas contenant des aliments riches en nutriments ont été distribués toutes les deux semaines pendant six mois aux femmes enceintes.

La mesure **Cash-for-Work** (argent contre travail) fait également partie des possibilités de transfert social. Elle consiste généralement à construire ou entretenir des biens publics importants tels que des infrastructures (p. ex. des routes, des installations d'irrigation, des ouvrages de protection contre l'érosion) dans le cadre d'un travail commun. Jusqu'à présent, trois composantes pays ont eu recours aux mesures *Cash-for-Work*. Au Mali, par exemple, des pâturages ont été réhabilités et des points d'eau désensablés. En Inde, le programme collabore avec le dispositif national en faveur de l'emploi (MGNREGS) afin de promouvoir la culture d'aliments nutritifs dans des jardins communautaires. Au Yémen, les communautés ont elles-mêmes choisi les biens publics qu'elles souhaitent réhabiliter grâce aux mesures *Cash-for-Work*.

Les **repas scolaires** sont également un outil important de protection sociale. D'une part, ils permettent d'assurer un repas quotidien aux enfants en tant que transfert alimentaire et d'améliorer l'accès à l'éducation (notamment pour les filles) en incitant encore davantage les familles à envoyer leurs enfants à l'école. D'autre part, combinés à des mesures éducatives sur l'alimentation et l'hygiène, ils contribuent au changement des comportements. Enfin, ils offrent aux producteurs locaux une bonne opportunité de vendre des denrées nutritives et ainsi de générer des revenus. Au Togo, la composante pays a mis en place une collaboration pilote avec le Programme alimentaire mondial afin de soutenir le programme national d'alimentation scolaire. Dans le cadre de cette collaboration, des aliments particulièrement riches en nutriments et dont la culture est soutenue par le projet (p. ex. la patate douce riche en vitamine A) ont été intégrés aux repas fournis par les écoles sélectionnées. L'approvisionnement se fait en outre auprès de producteur-rice-s locaux-ales et des mesures de sensibilisation ainsi que des recettes du projet ont été proposées. En cas de succès, l'objectif est toujours de mettre l'approche testée à l'échelle. À Madagascar, grâce au projet, des producteur-rice-s locaux-ales fournissent des aliments riches en nutriments à des écoles sélectionnées dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire soutenu par l'USAID.



Groupes d'épargne, Zambie

Les **groupes d'épargne** font partie des mesures mises en œuvre par de nombreuses composantes pays. Ils sont en effet soutenus au Burkina Faso, au Cambodge, en Inde, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Mali, au Togo et en Zambie. Ainsi, en Zambie, par exemple, les villageois-e-s sont encouragé-e-s à s'organiser en groupes d'épargne et reçoivent notamment une formation financière de base selon l'approche des communautés d'épargne et de crédit interne (SILC). Pendant le premier cycle d'épargne, qui dure de six à douze mois, les groupes d'épargne bénéficient d'un accompagnement et reçoivent une fois par semaine la visites de superviseurs. Les groupes d'épargne permettent à leurs membres de constituer des réserves financières communes et de s'accorder mutuellement de petits prêts. Les sommes épargnées servent par exemple à améliorer l'alimentation, à couvrir les frais de santé ou de scolarité ou encore à investir dans la production agricole.

La catégorie de protection sociale la plus répandue au sein du programme mondial est également celle dont la définition est la plus large, à savoir **le transfert de moyens de production**. Cela comprend par exemple la mise à disposition de semences ou encore de petit outillage agricole. Cette catégorie est représentée dans toutes les composantes pays (bien que sous des formes différentes), dans la mesure où le soutien de l'agriculture fait partie intégrante de toutes les approches visant à accroître la disponibilité d'aliments riches en nutriments. Au Bénin, dans le cadre des mesures

d'aide COVID, des semences de haricot mungo ont par exemple été fournies à des ménages vulnérables et des formations ont été proposées sur la culture et les avantages de cette plante. Des plants de moringa, de baobab et de papaye ont également été distribués dans les écoles, à des groupes de femmes et dans des centres de santé. En Éthiopie, les ménages touchés par l'insécurité alimentaire ont reçu des boutures de patate douce à chair orange (plus riche en vitamine A que la patate douce à chair blanche) et ont été formés à sa culture.

Jusqu'à présent, la **subvention alimentaire** en tant que mesure de protection sociale n'a été soutenue que dans deux cas. En Inde, le projet a contribué au développement continu du TPDS (*Targeted Public Distribution System*), l'un des plus grands systèmes publics de protection sociale au monde. Grâce au TPDS, des ménages vulnérables ont pu acquérir certaines denrées alimentaires à des prix subventionnés dans des points de vente spécifiques. Dans le cadre du travail de gouvernance, le projet a fourni des conseils sur la numérisation des services proposés par le TPDS ainsi que sur l'intégration des légumineuses dans l'offre de denrées alimentaires accessibles via ce système. Au Cambodge, un modèle spécial de subvention alimentaire a été promu, dans le cadre duquel des coopératives agricoles ont reçu des intrants en échange de la vente aux ménages vulnérables de riz, de légumes et de fruits à des prix réduits.



Parcelle de patates douces riches en vitamine A produite avec des moyens de production transférés, Éthiopie

Le conseil politique sur la conception de systèmes de protection sociale sensible à la sécurité alimentaire et nutritionnelle constitue un moyen global d'exploiter le potentiel des mesures de protection sociale en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette approche rejoint la priorité que la coopération au développement allemande accorde au renforcement des systèmes lors de son action dans le domaine de la protection sociale. Ce conseil politique est tout particulièrement soutenu au Malawi et au Cambodge, sachant toutefois que la promotion de la coordination multisectorielle fait partie du travail de gouvernance de toutes les composantes pays du programme mondial. Au Malawi, la composante pays a soutenu la task force nationale pour la protection sociale sensible à la sécurité alimentaire et nutritionnelle fondée en 2019, notamment via la mise en œuvre de la *Food Security and Nutrition Inter-Agency Social Protection Assessment* (FSN ISPA). L'objectif est ici d'identifier les lacunes et les opportunités en matière de sécurité alimentaire dans le cadre politique actuel et dans les programmes de protection sociale du Malawi. Des aspects nutritionnels ont ensuite été explicitement intégrés à la politique de protection sociale et, inversement, la protection sociale a été intégrée dans la politique alimentaire en tant que sujet prioritaire.

Pour en savoir plus

Devereux, Stephen/Sabates-Wheeler, Rachel (2004). *Transformative social protection*.

Union européenne (2022). *N4D Nutrition Quick Tips Series. Social Protection and Nutrition*.

FAO (2015). *Nutrition et protection sociale*.

FAO e-learning on Linkages between food security, nutrition and social protection: *An introduction to basic concepts and principles*.

GIZ (2017). *The role of social protection for food and nutrition security*.

GIZ (2022). *Proof of Impact – Global Programme Food and Nutrition Security, Enhanced Resilience*.

À son titre d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par:
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société:
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32+36	Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
53113 Bonn, Allemagne	65760 Eschborn, Allemagne
T +49 228 44 60-0	T +49 61 96 79-0
F +49 228 44 60-17 66	F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Désignation du programme:
Programme mondial Sécurité alimentaire et nutritionnelle
et renforcement de la résilience

Conception:
Asha Stindl, Rike Riesmeier

Responsable:
Claudia Lormann-Nsengiyumva, Asha Stindl, Rike Riesmeier

Crédits photos:
GIZ Cambodge/Conor Wall (p.1), GIZ Malawi/Makoka &
Associates (p.2), GIZ Inde (p.3), GIZ Zambie/Jason Mulikita (p.4),
GIZ Éthiopie/Claudia Ruff (p.5)

Mise en page:
kipconcept gmbh, Bonn

Lien URL:
La responsabilité du contenu des sites web externes liés à cette
publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs.
La GIZ se désolidarise expressément de ce contenu.

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Avril 2024